Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

Les pauvres, éléments d'actif

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Edwin M. Truman, du Peterson Institute for International Economics, signait cette semaine, en prévision du Sommet du G 20 le 2 avril prochain, une belle chronique sur le rôle du Fonds monétaire international en temps de crise dans lequel il explicite comment ce dernier peut sauver l'économie mondiale.

Lors de ce sommet, les principaux leaders du monde valideront notamment l'engagement immédiat du Fonds monétaire international de mobiliser une allocation de 250 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (DTS – la monnaie du Fonds) au profit de ses 185 pays membres, principalement les plus faibles d'entre eux.

Le taux d'intérêt sur ces tirages — effectués en contrepartie de la monnaie du pays nécessiteux — est aujourd'hui d'environ 0,6 %, une bonne affaire pour la plupart des pays bénéficiaires. Une aubaine dans un contexte où les conditionnalités traditionnelles n'ont plus aucun sens dans une économie mondiale aussi toxique que l'environnement dans lequel elle fonctionne.

A bien des égards, le levier FMI représente pour la bonne conscience du Nord une solution à moindre coût afin que les pays pauvres puissent garder la tête hors de l'eau, sans pour autant être assurés d'échapper au naufrage. Il est également prévu une aide immédiate d'environ 17 milliards de dollars aux pays les moins avancés, les PMA, où le revenu par tête d'habitant est inférieur à 300 dollars par an.

Exactement le montant de l'allocation que verse M. Ould Abbas aux handicapés et démunis sociaux recensés par nos communes et centres de Sécurité sociale. En réalité, le maintien «en survie» du tiers-monde ne coûte pas trop cher. Au-delà de cette annonce, ce qui est à l'ordre du jour se rapporte aux moyens dont dispose le Fonds pour faire face à tant de sollicitations des pays dits développés, émergents et à revenu intermédiaire, qui semblent avoir épuisé leurs réserves internes et leurs capacités d'endettement pour venir à bout de la récession qui les frappe.

A cet effet, il est question de porter les capacités d'emprunt du FMI à 500 milliards de dollars. La veille de son départ pour la réunion des ministres des Finances du G20, à Horsham, près de Londres, destinée à préparer le sommet du 2 avril, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a exprimé la volonté de l'administration Obama d'élargir la capacité d'emprunt du FMI auprès de ses membres à 500 milliards de dollars (contre 50 milliards aujourd'hui). «Une proposition américaine», tient à préciser Geithner.

Il propose «une augmentation substantielle des ressources du FMI à travers une expansion significative du dispositif des «new arrangements to borrow» [NBA]». Des NBA dans lesquels les Etats-Unis interviennent pour un cinquième (20 %). Les Etats-Unis pourraient ainsi relever leur engagement à 100 milliards de dollars. La nouvelle feuille de route américaine pour le Fonds a ceci de nouveau qu'elle lui reconnaît un pouvoir de contrôle trimestriel sur les plans de relance des pays du G20.

Enfin l'administration Obama, qui envisage la vente d'une partie des réserves d'or du FMI, va proposer au Congrès d'adopter un projet de loi visant à autoriser cette institution financière à le faire. Une éventualité à laquelle les Etats-Unis étaient jusqu'ici totalement opposés. L'approbation du Congrès américain validerait le vote du Comité exécutif du FMI, il y a un an, début avril 2008, en faveur de la vente d'«une portion limitée des avoirs en or de l'institution», soit 403,3 tonnes sur un total de 3 217. Un vote resté sans suite car la mise sur le marché du métal jaune du Fonds requerrait l'accord de 85 % de ses actionnaires. Avec 17 % des voix — censés traduire leur part dans le commerce international — les Etats-Unis exercent, de fait, un droit de veto sur les décisions du Fonds. Aux prix actuels, cette cession ne rapportera à l'institution internationale qu'un peu plus de 13 milliards de dollars, accroissant sa capacité d'emprunt et donc de prêt. Elle apporte néanmoins un éclairage supplémentaire sur la disponibilité de la nouvelle administration américaine à coopérer davantage.

Une disponibilité d'autant plus vitale que, selon la Banque mondiale, les pays en développement sont confrontés cette année à «un déficit de financement compris entre 270 et 700 milliards de dollars du fait que les créanciers privés fuient les marchés émergents, et qu'un quart seulement des pays les plus vulnérables disposent des ressources nécessaires pour prévenir une hausse de la pauvreté». La Banque mondiale avertit que les institutions financières internationales «ne peuvent actuellement couvrir à elles seules ce déficit – qui comprend la dette privée et publique et les déficits commerciaux – pour ces 129 pays, même ceux de la partie inférieure de la fourchette». Robert B. Zoellick, président du groupe de la Banque mondiale rappelle que «l'économie mondiale devrait se contracter cette année pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, et afficher une croissance inférieure de 5 points de pourcentage au moins à son potentiel. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent qu'au milieu de 2009, la production industrielle mondiale pourrait être inférieure de jusqu'à 15 % du niveau enregistré en 2008. Les échanges mondiaux devraient accuser en 2009 leur reflux le plus sensible depuis 80 ans, l'Asie de l'Est affichant la baisse la plus prononcée».

La crise financière aura des conséquences à long terme sur les pays en développement. L'émission de titres de créance par les pays à revenu élevé devrait sensiblement augmenter, ce qui aurait pour effet d'exclure de nombreux emprunteurs des pays en développement, privés et publics. Bon nombre des institutions qui ont assuré l'intermédiation financière des clients de ces pays ont pour ainsi dire disparu. Les pays en développement qui ont encore accès aux marchés financiers encourent des coûts d'emprunt supérieurs et des apports de capitaux inférieurs, ce qui entraînera une baisse des investissements et un ralentissement ultérieur de la croissance.

Encore une fois, le tiers-monde doit apprendre à vivre sans alternative. «Nous devons considérer les pauvres comme des éléments d'actif, non de passif. La nouvelle mondialisation devrait se traduire par de nouvelles méthodes pour soigner nos nourrissons, éduquer nos jeunes, autonomiser nos femmes et protéger les personnes vulnérables», observe Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de la Banque mondiale, dans un discours prononcé hier lors d'une conférence organisée à Londres par le ministère du Développement international du Royaume-Uni. Elle ne pouvait pas si bien dire, mais pas au sens premier où elle l'entend.

Les pauvres comme éléments d'actif, c'est la matrice de l'exploitation capitaliste quelles que soient ses formes de sophistication et sa déconnexion de l'économie réelle.Le document précise que la croissance économique a décéléré dans 94 des 116 pays en développement. Parmi eux, 43 affichent des niveaux élevés de pauvreté. A ce jour, les secteurs les plus atteints sont ceux qui étaient les plus dynamiques, à savoir, de manière générale, les secteurs de l'exportation et de la construction, les industries extractives et les industries manufacturières en milieu urbain.

Les apports des bailleurs de fonds accusent déjà un retard de 39 milliards de dollars environ par rapport aux engagements d'augmentation de l'aide pris au sommet de Gleneagles en 2005. Une plus grande irrégularité de ces apports est désormais à craindre, certains pays réduisant les budgets alloués à l'aide ; d'autres, en revanche, confirment leurs engagements, tout au moins pour cette année. Sombre avenir pour les pauvres.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Le bonheur à coups de procès et de matraques !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Blida. Des gendarmes, des policiers, des pompiers et des détenus ont participé à un tournoi de football. Interrogé par les journalistes, le capitaine de l'équipe des détenus à déclaré : «Pour nous, ça a été un grand moment …

…d'évasion» !

Partout dans le monde, sauf en dictature et sauf dans la démocratie responsable algérienne, lorsqu'il y a grève dans un secteur, il y a ensuite négociations entre les grévistes et leur tutelle, le cas échéant le ministère souverain ou plus haut encore dans la hiérarchie. Ici, en DR, en démocratie responsable, dès qu'il y a grève, la justice, toujours aussi indépendante de sa volonté, toujours aussi souverainement près du bigophone, est saisie pour déclarer la seule chose qu'on lui permette de déclarer : «La grève est illégale». C'est systématique. C'est récurrent jusqu'à l'écœurement. L'ouvrier, le médecin ou l'enseignant a à peine le temps de déployer sa banderole, les policiers ont à peine le temps de matraquer dans le tas et de tester dans la foulée leurs nouveaux et chics appareillages de baston que la justice pond une décision qualifiant la grève d'acte hors-la-loi. C'est d'autant plus vérifiable que l'heure n'est pas, ne doit pas être aux grèves et autres débrayages. Surtout pas en ce moment. Aujourd'hui et les jours qui viennent, les gouvernants ne veulent que des bataillons de citoyennes et de citoyens heureux de déclamer face aux caméras qu'ils sont heureux, très heureux et même plus que cela, mortellement heureux. Vous pensez bien que dans cette énorme fabrique à bonheur qu'est devenue l'Algérie, dans ce hangar à bien-être qui a ouvert ses portes ces dernières heures et qui ne doit les refermer qu'après le 9 avril, une grève, c'est intoléraaaaaaable ! Inadmissible. Pas un pli de travers sur les bleus de travail. Pas une tache sur les blouses blanches. Et pas une rature sur les copies. Bonheur, félicité et réjouissances, telles sont les trois mamelles de l'ambiance guimauve qui envahit nos rues et nos écrans. Alors, soyez heureux. Montrez-le. Souriez ! Dites votre bonheur à voix haute. La justice s'occupe du reste. Des restes. Je fume du thé et je reste éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

P. S. : TCS, «Ta cervelle s'arrête», c'est le nom de mon blog. Un espace pour les fumeurs de thé, avec des chroniques inédites, des news bidon, de l'info toc, des photos insolites, un sondage-maison sur le 3e mandat et un tas d'autres rubriques qui ont toutes en commun de ne pas se prendre au sérieux.
www.tacervellesarrete.blogspot.com